des pressions et des négociations continues, nous devons chercher une solution pacifique. Le Canada, quant à lui, continuera de soutenir les efforts de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis pour obtenir un règlement pacifique et durable.

Le régime Smith est lourdement tributaire du soutien étranger. La Commission des sanctions du Commonwealth, créée pour surveiller l'application des sanctions décretées par l'ONU, a signalé des "infractions massives" qui permettent au régime Smith de tenir. Nous espérons que tous les Etats prendront les mesures appropriées pour respecter la décision des Nations Unies sur les sanctions à l'endroit de la Rhodésie.

Le problème de la Rhodésie impose un fardeau appréciable aux pays du Commonwealth de la première ligne comme le Botswana et la Zambie, ainsi que sur le Mozambique. Je pense ici au nombre considérable de réfugiés, aux contraintes économiques sévères causées par la fermeture de lignes ferroviaires d'importance cruciale et aux affrontements militaires. Le Commonwealth a apporté une contribution directe et nécessaire à l'aide multilatérale par l'intermédiaire du Programme spécial du Commonwealth pour le peuple du Zimbabwe et le Fonds du Commonwealth pour le Mozambique.

En Namibie, le Canada et les autres membres occidentaux du Conseil de sécurité tentent toujours, grâce à des discussions avec les parties intéressées, de faciliter une solution qui mette un terme à la présence illégale de l'Afrique du Sud dans ce pays. Le Commonwealth reconnaît le droit de tout le peuple de la Namibie de participer à sa prise en main et de réaliser son indépendance. D'importants problèmes obstruent encore cette voie, mais nous espérons que nos efforts ininterrompus seront fructueux dans un avenir assez rapproché. Entretemps, le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique accorde de l'aide au peuple de la Namibie.

Ces problèmes africains dépassent le cadre du Commonwealth, mais celui-ci a contribué dans la mesure de ses moyens à les régler et, partant, à améliorer l'atmosphère internationale et la sécurité. J'invite chacun d'entre vous à encourager davantage le Parlement et les nations que vous représentez à appuyer les initiatives du Commonwealth que je viens de mentionner.

Par ailleurs, la rencontre de Londres des chefs de gouvernement a aussi discuté de ce que l'on appelle le dialogue Nord-Sud et de la restructuration des rapports économiques internationaux. Disons-le crûment, il s'agit des riches et des pauvres, de la pauvreté et de l'inégalité, bref, de la sécurité économique. A cet égard, le Commonwealth est davantage qu'un reflet du reste du monde. Quatre-vingt-neuf p. 100 de la population du Commonwealth vient de pays en développement et ceux-ci représentent